FLAMBÉE DES PRIX

Ouyahia accuse les lobbys

«Vous savez, un quotidien national avait révélé en juin dernier une liste de plus de 90 villes postulant toutes à devenir wilayas déléguées. Je peux vous assurer qu'au soir du jeudi 9 avril prochain, les villes qui auront le meilleur taux de participation seront cochées avec cinq étoiles et auront toutes les chances de le devenir. A vous de décider si vous voulez faire partie de ces heureuses villes ou non.»

C'est en ces termes que le secrétaire général du RND et non moins Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a répondu aux sollicitations insistantes des centaines de personnes venues assister à son meeting de campagne en faveur de Bouteflika, tenu au niveau de la salle des fêtes de Sour-El-Ghozlane, pleine à craquer, de hisser Sour-El-Ghozlane au rang de wilaya.

Par cette réponse à une revendication plus que légitime de la population de la région de Sour-El-Ghozlane, cette ville de trente-deux siècles d'histoire et théâtre de hauts faits d'armes, Ouyahia, qui avait été accueilli par des cris «wilaya, wilaya», scandés par des centaines de personnes réclamant le statut de wilaya-déléguée pour leur ville, venait de faire dans le chantage pur et dur.

Le chantage a même été accentué lorsque le même orateur a, dès le début de son intervention, exigé un silence total de la salle pendant «40 minutes» pour faire son discours avant de répondre à leur principale revendication. Cela étant, dans son discours, Ouyahia a parlé des grandes réalisations de Bouteflika en balayant d'un revers de main toutes les critiques dirigées contre le président. «Non, Bouteflika n'a jamais menti à son peuple. En 1999, il avait promis d'éteindre le feu de la fitna ; il l'a fait grâce à la politique de concorde civile et la charte pour la paix et la réconciliation nationale. En 2004, il avait promis une Algérie de dignité et d'honneur, il l'a réalisé puisque Bouteflika a d'abord épongé la dette du pays qui était alors de 24 milliards de dollars ensuite, il a permis au pays d'avoir une santé financière jamais égalée avec plus de 140 milliards de réserves de changes, qui le met aujourd'hui à l'abri de la crise alors que même les grands pays industrialisés connaissent une crise économique aiguë, ponctuée par des licenciements et des fermetures d'usines», dira Ouyahia. En outre, et toujours dans le même sillage, Ouyahia, énigmatique, pointera du doigt certains titres de la presse nationale coupables, selon lui, d'avoir étalé en une de leurs journaux, les hausses vertigineuses des produits de large consommation spécialement la pomme de terre qui s'est vendue ici même à Bouira à 100 DA le kilogramme vendredi dernier. Selon Ouyahia, «ces hausses sont l'œuvre de spéculateurs travaillant pour les mêmes lobbys qui avaient en 2004, à partir d'une chaîne privée appartenant au voleur El-Khalifa qui a volé plus de 200 milliards de dinars à l'Etat algérien, essayé de saper le moral des Algériens en inventant mille et une fourberies contre le président Bouteflika». Et à ceux-là, Ouyahia prévoit le même échec dans leur tentative de saper le moral des Algériens à la veille des élections cruciales pour l'avenir du pays et une victoire éclatante pour Bouteflika, avant de promettre des poursuites contre ces lobbys, oubliant sa qualité de secrétaire général du RND en parlant en tant que responsable au pouvoir.

Photo : Samir Sid

«Ces hausses sont l'œuvre de spéculateurs.»

De qui parlait Ouyahia ? Connaît-il ces personnes qui se cachent derrière ces lobbys pour les menacer de poursuites ? Apparemment oui. Cependant, Ouyahia, en restera là à ce sujet. Enfin, Ouyahia, qui s'est longuement étalé sur les réalisations de Bouteflika, a critiqué en passant, les louanges exagérés de certaines personnes pour Bouteflika en disant aux présents que ce dernier n'a besoin ni d'applaudissements et encore moins d'être un roi.

«Bouteflika a besoin de vos voix pour être un président légitimement élu et de votre soutien permanent pour réaliser ses objectifs dans l'édification du pays et la lutte contre la corruption, les passe-droits, la criminalité, la drogue, etc».

Pour cela, il faudra une participation massive. Pour ce faire, Ouyahia appellera les présents à «redoubler d'effort en faisant comme le FIS dissous, du porte-à-porte, en s'aidant des femmes afin que la victoire plus que certaine du moudjahid Abdelaziz Bouteflika soit éclatante et fêtée dans la liesse le vendredi 10 avril prochain», dira-t-il enfin.

Y. Y.

Le Syrpalac aux abonnés absents

Au cours de son passage à la Chaîne III de la Radio nationale, le directeur de la régulation des produits agricoles au ministère de l'Agriculture a expliqué la hausse des prix des fruits et légumes par le fait que le marché se retrouve coincé entre la fin des récoltes de la saison d'hiver et l'arrivée de celles du printemps.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Selon l'invité de la rédaction de la Chaîne III, les mauvaises conditions météorologiques qui ont prévalu ces derniers jours ont empêché les agriculteurs de procéder à la récolte. Le directeur de la régulation a, par ailleurs, affirmé que la spéculation a participé à la flambée des prix. Les intermédiaires, qui se placent entre les producteurs et les consommateurs finaux, font en sorte que les prix quadruplent. L'orateur a aussi affirmé que la récolte nationale sera de 1 400 000 tonnes en 2009, ce qui exclut le recourt aux importations. Les auditeurs de cette chaîne n'ont pas manqué de s'interroger sur la défection du Système de régulation des produits agricoles à large consommation (Syrpalac).

Ce système, qui est intervenu au profit des agriculteurs lorsque les prix de la pomme de terre ont chuté à moins de 15 DA le kilogramme, ne fonctionne pas au moment où la pomme de terre se vend à 100 dinars le kilogramme.

La question du suivi sur le terrain se pose avec acuité, sachant que l'instrument de régulation est censé exercer son rôle lorsque le prix de la pomme de terre dépasse 45 dinars le kilogramme.

Par ailleurs, d'aucuns se demandent si c'est de cette manière que les agriculteurs expriment leur gratitude au président de la République, qui a récemment pris la décision d'effacer leurs dettes bancaires.

Pendant ce temps, et au moment où les citoyens sont saignés à blanc, les deux départements ministériels en charge du secteur (commerce et agriculture) se contentent de se rejeter la responsabilité.

Nabil M.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE FAWZI REBAÏNE

«La fraude sera généralisée»

C'est un véritable réquisitoire que le candidat à la présidentielle d'avril prochain, Ali-Fawzi Rebaïne a réservé à l'encontre de l'administration mais également à l'endroit du président-candidat. Lors d'une conférence de presse animée hier au siège du CIP, il a déclaré que «dans notre pays, il n'y a aucune possibilité de changement».

Le président du parti Ahd 54 reconnaît que «les jeux sont déjà faits» et que «la fraude sera généralisée», mais il refuse toutefois d'abandonner la course. «En ma qualité d'opposant politique depuis 25 ans, je ne peux laisser la chaise vide.»

Ali-Fawzi Rebaïne, dont c'est la seconde participation à une élection présidentielle, après celle de 2004, a saisi l'occasion de cette sortie médiatique pour dresser le bilan de sa campagne électorale, n'hésitant pas à tirer à boulets rouges sur l'administration centrale et locale qui «s'est lourdement impliquée au profit du candidat Bouteflika», tout en annonçant que «les résultats qui seront proclamés par le Conseil constitutionnel seront entachés d'irrégularités». «Il n'y a pas eu de fin de mandat pour Bouteflika. Toutes les institutions sont impliquées dans sa campagne électorale y compris les barons qui blanchissent leur argent. Peut-on construire l'Algérie de cette manière ? Dans notre pays, il n'y a pas de possibilité de changement. En tout cas, moi, je n'habite pas à Club-des-Pins, je n'ai pas eu d'avion pour mes déplacements lors de la campagne électorale, et je ne dispose pas de garde rapprochée», a souligné Rebaïne.

Selon lui, «l'Algérie a encore une fois raté le rendez-vous avec l'histoire. Ils sont en train de mener le pays à l'explosion. Malheureusement, ce n'est pas comme cela qu'on construit un pays moderne», s'est indigné le conférencier.

Rebaïne a réfuté l'idée de «démission» ou de «retrait» de la course à la présidentielle. «La démission est-elle véritablement la solution ?

L'opposition, dans notre pays, ce ne sont pas les ex-ministres et premiers, ministres ou être le soir avec le pouvoir et le matin se revendiquer comme opposant. Je n'ai pas baissé la tête lorsqu'on m'a torturé dans les casernes de Bouzaréah et ce n'est pas aujourd'hui que je vais le faire. L'Algérie n'a pas commencé avec l'arrivée de Bouteflika et ne s'arrêtera pas le jour de son départ», a conclu le président de Ahd 54.

A. B.

LES GRÈVES MÊLÉES À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les syndicats autonomes sur un autre front

Mars 2009. Deux Algérie parallèles occupent l'actualité nationale.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - La première est celle qui regroupe les «partis politiques», et qui sont sur le terrain pour faire valoir leurs programmes électoraux dans l'objectif d'atteindre le siège de la présidence de la République, à El-Mouradia, le 9 avril.

La seconde Algérie est, quant à elle, constituée de syndicats autonomes, qui eux, clament justice et droits socio-professionnels, exprimés dans des plateformes de revendications.

Ainsi donc, le printemps a été très mouvementé. Il y a eu autant de meetings politiques que d'assemblées générales et de réunions syndicales.

Les syndicats autonomes, ceux de la santé notamment, se sont largement mobilisés le mois de mars dernier dans l'espoir de se faire entendre en cette conjoncture politique importante.

Certains pensent que les syndicats ont voulu casser la mobilisation pour les élections, les faits démontrent que le mouvement de protestation est bien antérieur à l'année 2009. Le gouvernement aurait pu éviter cette agitation en cette période s'il avait répondu en janvier 2008 et durant les mois qui ont suivi, aux doléances des syndicats autonomes qui ont élaboré une plateforme de revendications commune portant principalement sur l'ouverture de négociations sur le régime indemnitaire. Niet.

Le gouvernement a affiché à l'égard de cette force syndicale un silence impuissant, ce qui a donné davantage de légitimité à la protestation sociale.

La campagne électorale a été marquée par plusieurs grèves organisées dans différents secteurs. Le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) a investi le terrain depuis janvier 2009, parfois par des grèves limitées. La dernière en date a duré cinq semaines, avant d'être suspendue, il y a dix jours seulement.

Entre-temps, deux autres formations syndicales de la santé, des professeurs et docents et maîtres assistants, se sont jointes à la contestation, en organisant chaque semaine une grève cyclique de trois jours, en plus du boycott des examens en sciences médicales. Ce débrayage continuera jusqu'à la satisfaction des revendications des protestataires, à savoir l'ouverture d'un dialogue sur le régime indemnitaire et le versement de la rétribution promise pour ce corps médical par le ministre de la Santé et celui de l'Enseignement supérieur.

Le Syndicat national des psychologues s'est également soulevé le mois de mars dernier, en observant une grève de cinq jours, revendiquant un statut particulier et un interlocuteur fiable pour la prise en charge de cette profession abandonnée par les pouvoirs publics.

Les enseignants contractuels se sont fait matraquer, malmener et humilier à maintes fois, à chaque tentative d'approcher la présidence de la République ou le Palais du gouvernement.

A deux reprises, ces travailleurs non reconnus par le ministre de l'Education nationale ont été réprimés dans la rue, devant le regard impuissant des passants et sous les fenêtres mêmes des hauts responsables de ce pays.

La machine judiciaire a été également associée à cette répression, en prononçant, sans écouter les parties concernées, l'arrêt de toute grève lancée par un syndicat autonome.

De même pour l'administration qui procède à des ponctions sur salaire et adresse des mises en demeure aux grévistes.

Par ailleurs, les ministres, présents tous sur le terrain, pour l'animation des meetings en faveur du président Bouteflika, n'ont pas jugé utile de répondre, ne serait-ce que par des assurances aux préoccupations des syndicats autonomes. Les candidats à la Magistrature suprême n'étaient pas, eux aussi, inquiétés par la paralysie des hôpitaux pendant plusieurs semaines.

Tout cela pour dire, certes, que les deux Algérie se côtoient mais ne se comprennent pas, ne se complètent pas. Avant ou après le 9 avril, les grèves se poursuivront avec les mêmes revendications.

R. M.